

Communiqué

Pour diffusion immédiate

Bilan de mi-mandat du gouvernement Charest

Tout comme la population, nous voulons plus de transparence, plus d'équité, plus de vision...

Laurentides, lundi 13 décembre 2010 - Deux ans se sont écoulés depuis la dernière élection du gouvernement libéral majoritaire. Le bilan que font les députés du caucus du Parti Québécois des Laurentides de ces 24 mois est peu flamboyant, voire lamentable!

« Nous aurions souhaité que les échanges musclés qui ont eu lieu au cours des deux dernières années, l'eussent été sur des sujets cruciaux tels la santé, l'éducation, l'emploi, l'agriculture ou l'environnement, mais ce sont malheureusement les scandales, la collusion, la corruption et le manque d'éthique qui ont retenu l'attention » ont déploré les députés du caucus péquiste des Laurentides.

L'entêtement à refuser une enquête publique dans l'industrie de la construction et le financement de partis politiques, pourtant réclamée par plus de 80% de la population, la FQM, le syndicat des policiers, les procureurs de la Couronne et même récemment l'UMQ, la FTQ et certains jeunes libéraux, sans oublier les dérapages en santé, dans le dossier des garderies et le salaire de 75 000\$ que le Premier ministre cachait sont autant d'exemples permettant de comprendre la perte de confiance généralisée de la population à l'égard des élus. Étant maintenant totalement isolé, il est légitime de se demander qui Jean Charest veut protéger par son entêtement à ne pas déclencher d'enquête publique?

Un bilan de santé qui se détériore

Après avoir obtenu un engagement, en octobre 2009, de la part du ministre de la santé Yves Bolduc, de rétablir l'iniquité interrégionale dans un horizon de trois à cinq ans, force est de reconnaître que, malgré quelques maigres annonces, peu de choses ont changé. Sinon, que les citoyens des Laurentides sont toujours pénalisés par une iniquité de 60 M\$.

De plus, la population de notre région attend près de 10,4 heures de plus sur une civière à l'urgence depuis l'élection des libéraux en 2003. Le délai moyen de séjour est passé de 11,20h à 21,60h. Une chance que Jean Charest avait promis de régler le problème immédiatement après l'élection de 2003...!

Les organismes communautaires des Laurentides encore bons derniers

Dans un document d'information du Ministère de la santé et des services sociaux, paru en mai 2010, les organismes communautaires ont reçu 21 353 659\$ en soutien alors qu'ils devaient obtenir 30 249 019\$ selon la moyenne nationale. Per capita, cela se traduit par une subvention de 39,28\$ alors que la moyenne québécoise est de 55,64\$. Nos organismes ont-ils moins de valeur que ceux des autres régions? Vivement, le ministre doit donc régler l'iniquité une fois pour toute!

D'ailleurs, les députés saluent l'intention des élus de la CRÉ qui se joignent aux démarches et à la mobilisation que nous avons déjà entreprises depuis quelques années afin de contrer l'iniquité en santé dans notre région.

On manque toujours de places dans les services de garde

L'année dernière, on déplorait le fait que le développement de nouvelles places en services de garde se faisait au compte-goutte et qu'il ne suivait pas l'évolution des naissances, particulièrement dans les Laurentides. Selon nos sources, seulement pour notre région, il manque encore autour de 8000 places dans nos services de garde. L'ex-ministre de la Famille, Tony Tomassi, aura encore une fois démontré que les libéraux sont plus préoccupés par l'augmentation du financement de leur parti politique que de l'augmentation du nombre de place en milieu de garde.

La colère des agriculteurs et les conséquences pour le tourisme

Le secteur agricole est en crise en raison de l'entêtement du gouvernement à couper dans les revenus des agriculteurs. Jean Charest dit avoir augmenté le budget de la Financière agricole mais sans dire que ce geste est accompagné de compressions dans l'assurance stabilisation (ASRA), donc une baisse de revenus directs. Selon les représentants de l'UPA, ces mesures menacent la survie de plus de 2500 fermes au Québec. Ses membres manifestent en bloquant l'accès à leurs terres aux motoneigistes. Résultats : les agriculteurs sont en colère et l'industrie touristique hivernale est en péril.

La dette publique augmente de 50G\$ sous les libéraux pendant que le soutien aux régions est amputé de 30%

Après les pertes cachées de 40 G\$ à la Caisse de dépôt et le scandale des Fonds FIER, voilà que le ministre des Finances a renouvelé sa promesse de verser 4 G\$ au Fonds des générations d'ici 2013-2014, mais il a oublié de dire qu'au cours de la même période, son gouvernement ajoutera plus de 50 G\$ à la dette. Le ministre s'était engagé à ce que son gouvernement fasse un effort de 62%. Huit mois plus tard, cet effort a baissé à 54%, ce qui refile une facture additionnelle de 1,1 G\$ aux citoyens et une nouvelle facture de 300 M\$ aux entreprises. « Regardez-nous aller », disait le ministre Raymond Bachand. Une autre promesse déjà rompue.

Dans les Laurentides, les membres de la CRÉ ont appris de façon cavalière, lors d'une conférence téléphonique tenue le 3 décembre dernier, avec le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Laurent Lessard, qu'ils auraient à faire face à une ponction de près de 800 000\$ pour l'année en cours qui se termine 31 mars 2010. Cela représente 30% du budget de la CRÉ et se traduira par le ralentissement ou la disparition pure et simple de projets qui auraient créé des emplois dans la région. Avec une industrie forestière qui ne redémarre toujours pas, cette coupure draconienne confirme l'insensibilité de ce gouvernement à l'égard des régions.

Pendant que Jean Charest demande aux citoyens de se serrer la ceinture, il ne prend toujours aucuns moyens sérieux pour récupérer les 8 G\$ qui nous sont dus par Ottawa! Efficace le Conseil de la fédération...?

On décroche toujours autant au Québec et dans les Laurentides

Il y a un an, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'était donnée comme cible de réduire le taux de décrochage à 20% d'ici 2020. C'est un objectif auquel nous adhérons. Par contre, à entendre Jean Charest, la responsabilité ne serait que l'affaire des parents. Bien que leur participation soit essentielle à la réussite de nos jeunes, le gouvernement annonce qu'il n'y aura aucun moyen supplémentaire ni mesure concrète afin d'appuyer cet objectif. Le 20% ne sera donc qu'un vœu pieux. Quel manque de vision!

Des gaz qui font peur

Un BAPE avec un mandat très limité, aucune étude indépendante et sérieuse sur les problèmes environnementaux découlant de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste, une demande de moratoire de la population, de l'opposition, des groupes environnementaux, des municipalités et autres. Malgré cela, la ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau, continue d'essayer de nous convaincre que nous devons accepter d'exploiter cette richesse.

Pour effectuer un fractionnement de la roche de schiste, les compagnies utilisent de quatre à 26 millions de litres d'eau puisée à même les ruisseaux et rivières et ce, jusqu'à 18 fois pour un même puits. Pour chacun de ces puits, plus de 500 produits chimiques peuvent être ajoutés à l'eau dont plusieurs sont toxiques et cancérigènes. Or, les installations municipales d'épuration ont d'abord été conçues afin d'effectuer le traitement des eaux usées, majoritairement domestiques et non pour traiter des eaux contenant des produits chimiques. A-t-on déjà oublié la pénurie d'eau qu'ont connue plusieurs municipalités du Québec l'été dernier, notamment dans les basses Laurentides? Pourquoi cette urgence à faire plaisir aux grands industriels pendant qu'il y a d'inquiétantes questions de santé publique? Qui défend-on réellement? L'eau est notre plus grande richesse commune, mais combien fragile. C'est franchement incompréhensible!

Le bâillon : deux fois plutôt qu'une

Le gouvernement Charest a imposé le bâillon deux fois depuis un an pour faire adopter des lois controversées. Dans la nuit du 12 juin, c'est le projet de loi 100 sur la mise en œuvre du budget qui a été adopté. Cette loi prévoit le retour à l'équilibre budgétaire pour 2013-2014 et impose des coupures aveugles dans nos principales organisations, comme les Centres de santé et services sociaux et les commissions scolaires. Encore un manque de discernement!

Le 19 octobre, le gouvernement a forcé l'adoption, après une nuit de débats houleux, la loi 115 sur les écoles passerelles. Ce projet de loi consacre la possibilité pour les francophones et les allophones de fréquenter une école anglaise subventionnée. C'est quand même paradoxal et insultant de suspendre le droit de parole des députés quand il est question de la langue...!

Constante désolation, mais un espoir à l'horizon

Quand on s'arrête au bilan de mi-mandat, on se rend compte que ce gouvernement est sans vision, que son bilan législatif est de plus en plus mince, qu'il ne remplit pas ses promesses, qu'il a manifestement perdu la confiance des Québécois. Jean Charest fait reculer le Québec. Il aura bien essayé de faire diversion avec la commission Bastarache, mais cela n'aura que contribué à miner sa crédibilité : la population réclame massivement son départ et un nouveau gouvernement en qui il aura confiance.

« Le Parti Québécois est en démarche pour se donner une stratégie audacieuse, répondant à un idéal collectif et non aux intérêts des amis d'un parti. En avril prochain, nous adopterons le programme du prochain gouvernement souverainiste qui en sera un tourné vers le respect, la responsabilité, l'intégrité et la confiance d'assumer pleinement son avenir, son destin, son pays » ont affirmé les députés Denise Beaudoin (Mirabel), Benoît Charette (Deux-Montagnes), Claude Cousineau (Bertrand), René Gauvreau (Groulx), Sylvain Pagé (Labelle), Daniel Ratthé (Blainville) et Gilles Robert (Prévost).

-30-

Source : Benoit Charette (450) 623-4963